



Tour Ciel  
20ter Rue de Bezons  
92400 Courbevoie  
01 83 75 00 00

ETAT - Ministère de la Justice  
Secrétariat Général du Ministère de la Justice -  
Direction Immobilière de Paris  
1 quai de la Corse  
75181 PARIS CEDEX 04

À l'attention de Mme yasmina Rouche

Affaire N° : PA/23200145

Réf. client :

**Chargé d'opération :**

Walid HABRE

Tél : 0665468603

Email : walid.habre@risk-control.fr

**Electricien:**

Sory DIARRA

Tél : 06.65.46.86.03

Email : sory.diarra@risk-control.fr

## RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE

Indice 2

(annule et remplace l'indice précédent)

Objet de l'indice : Mise à jour CCTP

Amélioration de l'éclairage de la grand' chambre de la Cour de cassation

5, quai de l'Horloge  
75001 PARIS

### MISSIONS :

SEI + F

Accréditation n° 3-0959  
Liste des sites et portées disponibles sur  
[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)



Les seules missions accréditées  
sont les missions L et S

Courbevoie, le 18 décembre 2025"

SOMMAIRE

1. Objet du rapport . . . . . 2

2. Renseignements généraux . . . . . 3

3. Liste des documents examinés . . . . . 4

4. Description sommaire de l'opération . . . . . 4

5. Rapport de contrôle technique . . . . . 5

    • Mission de type S relative à la sécurité des personnes dans les constructions . . . . . 5

    • Mission de type F, relative au fonctionnement des installations . . . . . 5

6. Récapitulatifs des avis défavorables et suspendus . . . . . 7

7. Liste des documents à communiquer (liste non exhaustive) . . . . . 8

8. Rappels . . . . . 9



## 1. OBJET DU RAPPORT

Le présent document constitue le rapport prévu dans le contrat de Contrôle Technique N° PA/23200145, associé à la proposition N° PA/23P200140, que RISK CONTROL doit adresser au Maître d'Ouvrage.

La colonne avis sera remplie selon les abréviations suivantes :

- **F : Avis Favorable**

Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception (RICT) ou réalisation (RFCT) sont satisfaisantes, dans le cadre de notre mission.

- **S : Avis Suspendu**

Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception doivent être complétées. . La non-communication des informations manquantes conduira à la formulation d'un avis défavorable sur cet ouvrage ou cet élément d'équipement dans notre rapport final.

- **D : Avis Défavorable**

Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception ne sont pas satisfaisantes et doivent être impérativement modifiées.

- **SO : Sans Objet**

L'ouvrage ou l'élément d'équipement cité n'existe pas.

- **HM : Hors Mission**

L'ouvrage ou l'élément d'équipement cité ne fait pas partie du programme des travaux visé par notre contrat de contrôle technique.

Les avis sur les dispositions techniques qu'il comporte sont émis à partir des documents constitutifs du dossier qui nous ont été communiqués à ce jour et qui sont répertoriés ci-après.

Pour la bonne compréhension de la signification des avis formulés dans ce rapport, il est précisé que :

- les vérifications de RISK CONTROL sont effectuées par rapport aux textes de référence prévus au contrat.
- les avis ne concernent que la conception et ne préjugent pas des avis qui pourront être formulés sur la réalisation.
- les avis suspendus concernent les dispositions insuffisamment définies sur lesquelles nous ne pouvons, en l'état actuel, formuler d'avis favorable ou défavorable. En l'absence de fourniture en temps utiles des renseignements et documents nécessaires à RISK CONTROL, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification par RISK CONTROL.

Nous restons à la disposition du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'Œuvre, pour revoir ou compléter nos avis dans le cas où interviendraient des éléments nouveaux par rapport aux dispositions examinées.

Toute modification du projet devra être soumise à notre examen.

Nous rappelons, à l'attention des Constructeurs, que la responsabilité de RISK CONTROL ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées ou dont les documents ne lui ont pas été transmis. Il en est de même pour des dommages liés à la non prise en considération de nos avis.



## 2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### AFFAIRE

Amélioration de l'éclairage de la grand' chambre de la Cour de cassation  
5, quai de l'Horloge  
75001 PARIS

### MAÎTRISE D'OUVRAGE

ETAT - Ministère de la Justice  
Secrétariat Général du Ministère de la Justice - Direction Immobilière de Paris  
1 quai de la Corse  
75181 PARIS CEDEX 04

### MAÎTRISE D'OEUVRE

**2BDM ARCHITECTES**  
60-62 Rue D'Hauteville  
75010 PARIS

### BUREAUX D'ÉTUDES

BUREAU D'ÉTUDES STRUCTURE	Sans objet
BUREAU D'ÉTUDES SOLS	Sans objet
BUREAU D'ÉTUDES THERMIQUE	Sans objet
BUREAU D'ÉTUDES ACOUSTIQUE	Sans objet
BUREAU D'ÉTUDES FLUIDES	Sans objet
AUTRES BET	INGENIERIE CHOLET - 60 Avenue de la Margeride 63170 AUBIERE

### DÉTAILS DE L'AFFAIRE

DÉLAI	8 Semaines
MONTANT DES TRAVAUX	239 K €
DÉMARRAGE	Non communiqué
DOSSIER D'ASSURANCE	Domage ouvrage
OUVRAGE À CARACTÈRE EXCEPTIONNEL (définition de la police "Dommages - Ouvrage")	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>



### 3. LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

#### LISTE DES DOCUMENTS

- C.C.T.P. Lot N°2 ELECTRICITE - ECLAIRAGE indice E de décembre 2025

### 4. DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OPÉRATION

#### DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OPÉRATION

Le projet prévoit, en complément de l'éclairage actuel de mise en valeur, une mise aux normes de l'éclairage réglementaire de la Grand' chambre, comprenant :

- L'éclairage exigé au titre de l'accessibilité, dispensé par l'installation de luminaires encastrés éclairant les surfaces de circulation;
- Le remplacement à neuf de l'éclairage de sécurité incendie et son alimentation par source centrale;
- La source centrale est prévu d'être alimenté depuis le TGBT D du bâtiment B1 existant;
- La mise à niveau de l'éclairage exigé au titre du code du travail, dispensé par l'installation de boîtiers encastrés sur les bureaux des magistrats;
- L'alimentation y compris les protections des éclairages mis en place dans le cadre de l'accessibilité, des éclairages de sécurité mis en place dans le cadre de la sécurité incendie relatif aux établissements recevant du public, des prises de courants et prises USB placés sur les bureaux depuis l'armoire divisionnaire "TT 3N D12 D" existante.

L'établissement est classé ERP du 1er groupe.

Du point de vue de la sécurité incendie, l'établissement est soumis à l'arrêté du 25 juin 1980 modifié.

## 5. RAPPORT DE CONTRÔLE TECHNIQUE

5.1. MISSION DE TYPE S RELATIVE À LA SÉCURITÉ DES PERSONNES DANS LES CONSTRUCTIONS	AVIS
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Communication des attendus du Permis de construire ou de l'avis des autorités . . . . .</li> <li>- Conception et desserte . . . . .</li> <li>- Isolement par rapport aux tiers . . . . .</li> <li>- Résistance au feu des structures . . . . .</li> <li>- Couvertures et façades . . . . .</li> <li>- Distribution intérieure . . . . .</li> <li>- Locaux à risques particuliers d'incendie . . . . .</li> <li>- Conduits et gaines . . . . .</li> <li>- Dégagements . . . . .</li> <li>- Aménagements intérieurs . . . . .</li> <li>- Désenfumage . . . . .</li> <li>- Moyens de secours et alerte . . . . .</li> <li>- Installations électriques (courants forts) . . . . .</li> <li>- Installations de chauffage, ECS, ventilation, réfrigération, climatisation . . . . .</li> <li>- Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés . . . . .</li> <li>- Installations de fluides médicaux . . . . .</li> <li>- Installations de VMC-Gaz . . . . .</li> <li>- Conduits de fumée . . . . .</li> <li>- Installations d'ascenseurs et de monte-charges . . . . .</li> <li>- Portes automatiques de garages, portes et portails automatiques . . . . .</li> <li>- Appareils sous pression de gaz et de vapeur . . . . .</li> <li>- les dispositions de construction concernant la protection contre les rayonnements ionisants</li> <li>- Les gardes-corps et fenêtres basses . . . . .</li> <li>- Ouvrants en élévation ou en toiture, parois transparentes ou translucides . . . . .</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>SO</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>F</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>HM</li> </ul>
5.2. MISSION DE TYPE F, RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS	AVIS
<p><u>Conceptions des installations concernées:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réseaux de production et de distribution d'eau chaude . . . . .</li> <li>- Réseaux de distribution d'eau froide . . . . .</li> <li>- Réseaux d'évacuation d'eau . . . . .</li> <li>- Chauffage, à l'exclusion des équipements de stockage de gaz et d'hydrocarbures liquéfiés et de leur liaison avec le réseau de distribution interne du bâtiment . . . . .</li> <li>- Conditionnement d'air, ventilation mécanique . . . . .</li> <li>- Installations électriques intérieures (courants forts) . . . . .</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>HM</li> <li>F</li> </ul>



- Ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques . . . . .	HM
<u>Documents de conception ou d'exécution des installations, mesures et essais:</u>	
- Plans de conception ou d'exécution des installations . . . . .	SO
- Notes de calculs justificatives du dimensionnement des installations . . . . .	SO
- Résultats des mesures et essais effectués par les entreprises (autocontrôles) . . . . .	SO



## 6. RÉCAPITULATIFS DES AVIS DÉFAVORABLES ET SUSPENDUS

AVIS	COMMENTAIRES
	Néant





## 7. LISTE DES DOCUMENTS À COMMUNIQUER (LISTE NON EXHAUSTIVE)

### LISTE DES DOCUMENTS

- Plans d'implantations;
- Schémas unifilaire;
- Note de calcul;
- Fiches techniques;
- PV de conformité des luminaires.

## 8. RAPPELS

- Constituent des « ouvrages » au sens du présent rapport :
  - Les réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
  - Les ouvrages de fondation ;
  - Les ouvrages d'ossature ;
  - Les ouvrages de clos et de couvert
- Constituent des « éléments d'équipement » au sens du présent rapport, les parties de la construction autres qu'ouvrages.
- Constitue un « élément d'équipement indissociablement lié à un ouvrage » au sens du présent rapport, tout élément d'équipement dont la dépose ou le démontage ou le remplacement ne peut s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de cet ouvrage.
- Toute modification apportée au dossier de consultation des entreprises postérieurement à notre examen et avant signature des marchés, devra être portée à notre connaissance, pour avis.
- La responsabilité de RISK CONTROL ne saurait être engagée au niveau de la conception du projet sur des éléments ou prestations modifiés sans son accord.
- Tout changement par rapport aux documents de base ainsi que sur les matériaux prévus initialement, devra nous être signalé, de manière à ce que nous puissions donner notre avis sur les nouvelles dispositions.
- Chaque entrepreneur est tenu d'effectuer un contrôle interne tel que prévu par la Loi 78-12 du 4 janvier 1978 et portant principalement sur la qualité des matériaux et leur mise en œuvre pendant les diverses phases d'exécution du chantier.
- Les entreprises devront procéder aux essais et vérifications de fonctionnement des installations, et fournir les fiches d'auto-contrôle correspondantes.
- Constituent des « ouvrages » au sens du présent rapport :
  - VM : Ventilation mécanique
  - CH : Chauffage
  - EL : Installations électriques
  - PB : Plomberie sanitaire
  - RA : Réseau d'alimentation en eau
  - RE : Réseau d'évacuation



N° : PA/23200145  
Indice : 2

Amélioration de l'éclairage de la grand' chambre de la Cour de cassation  
5, quai de l'Horloge , 75001 PARIS

18/12/2025

Courbevoie, le 18 décembre 2025

Le chargé d'opération :  
Walid HABRE

L'électricien :  
Sory DIARRA